



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE REGION ILE
DE FRANCE

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL
N°IDF-006-2018-02

PUBLIÉ LE 2 FÉVRIER 2018

Sommaire

Agence régionale de santé

IDF-2018-01-31-016 - Arrêté n° 2018- 28 portant programmation 2018-2022 des contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens prévus au IV ter de l'article L. 313-12 et à l'article L. 313-12-2 du code de l'action sociale et des familles pour les organismes gestionnaires d'établissements et de services mentionnés au 6° du I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles à compétence tarifaire conjointe (9 pages) Page 3

IDF-2018-01-30-019 - ARRÊTÉ N° 2018-27 relatif à la programmation 2017-2021, pour le département de Seine-Saint-Denis, des contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens, prévue par la loi n°2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016 (8 pages) Page 13

IDF-2018-02-01-001 - Décision n° 18-385 autorisant le CENTRE HOSPITALIER SUD ESSONNE DOURDAN ETAMPES, à exercer l'activité de traitement du cancer, pour la pratique thérapeutique de la chirurgie des cancers urologiques, sur le site du CENTRE HOSPITALIER DU SUD-FRANCILIEN, 40 Avenue Serge Dassault, 91100 Corbeil-Essonnes (5 pages) Page 22

IDF-2018-02-01-002 - DECISION N° 18-402 Portant modification de la décision n°17-1210 du Directeur général de l'Agence régionale de santé Ile-de-France en date du 26 juillet 2017 (5 pages) Page 28

Direction régionale et interdépartementale de l'équipement et de l'aménagement

IDF-2018-02-02-001 - arrêté préfectoral portant ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et de l'enquête parcellaire en vue du projet de réalisation d'un immeuble de logements sociaux sur la parcelle 92, boulevard de la Chapelle à Paris 18ème arrondissement (4 pages) Page 34

Préfecture de la Région d'Ile de France, Préfecture de Paris

IDF-2018-01-12-034 - arrêté préfectoral n° 2018/09 du 12 janvier 2018 portant modification des arrêtés n° 2010/2772 modifiés du 20 janvier 2010 fixant la composition et désignant les membres de la commission locale de l'eau du Schéma d'aménagement et de gestion des eaux Marne-Confluence (3 pages) Page 39

IDF-2018-02-01-005 - Arrêté modifiant l'arrêté n°2016-85-0004 du 25 mars 2016 modifié portant publication de la liste nominative des membres du Conseil d'administration de l'Établissement public foncier d'Île-de-France (3 pages) Page 43

IDF-2018-02-01-006 - Arrêté portant fusion d'établissements publics locaux d'enseignement (1 page) Page 47

Agence régionale de santé

IDF-2018-01-31-016

Arrêté n° 2018- 28 portant programmation 2018-2022 des contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens prévus au IV ter de l'article L. 313-12 et à l'article L. 313-12-2 du code de l'action sociale et des familles pour les organismes gestionnaires d'établissements et de services mentionnés au 6° du I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles à compétence tarifaire conjointe

ARRÊTÉ N° 2018- 28

Portant programmation 2018-2022 des contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens prévus au IV ter de l'article L. 313-12 et à l'article L. 313-12-2 du code de l'action sociale et des familles pour les organismes gestionnaires d'établissements et de services mentionnés au 6° du I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles à compétence tarifaire conjointe

LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE

ILE-DE-FRANCE

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DES HAUTS-DE-SEINE

VU la loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement ;

VU la loi n°2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016 ;

VU le code de l'action sociale et des familles et notamment les articles L. 313-11, L. 313-12, L. 313-12-2 et L. 314-2 ;

VU l'arrêté n°2016-549 portant programmation 2017-2021 des contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens prévus au IV ter de l'article L. 313-12 et à l'article L. 313-12-2 du code de l'action sociale et des familles pour les organismes gestionnaires d'établissements et de services mentionnés au 6° du I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles à compétence tarifaire conjointe

CONSIDERANT qu'en vertu du V de l'article 58 de la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement, la programmation des Contrats Pluriannuels d'Objectifs et de Moyens sur la période 2017-2021 est arrêtée conjointement par le Directeur général de l'Agence régionale de santé Ile-de-France et le Président du Conseil départemental des Hauts-de-Seine ;

CONSIDERANT la date d'échéance des conventions tripartites pluriannuelles des Etablissements d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) ;



ARRÊTENT :

ARTICLE 1 :

Les organismes gestionnaires d'EHPAD et de Petites Unités de Vie (PUV) ont l'obligation de négocier un CPOM avec l'ARS Ile-de-France et le Conseil départemental entre le 1^{er} janvier 2017 et le 31 décembre 2021. Le CPOM est conclu pour une durée de 5 ans. Pour chaque gestionnaire, la négociation s'effectue sur une année. Le CPOM prend effet au 1^{er} janvier de l'année qui suit l'année de la négociation.

ARTICLE 2 :

Les CPOM prévus au IV ter de l'article L. 313-12 et à l'article L. 313-12-2 du code de l'action sociale et des familles pour les établissements et services mentionnés au 6° du I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles ont une assise départementale.

ARTICLE 3 :

Le CPOM porte sur toutes les modalités d'accueil et d'hébergement rattachées à un EHPAD : hébergement permanent, hébergement temporaire, accueil de jour, plateforme d'accompagnement et de répit, pôle d'activités et de soins adaptés, unité d'hébergement renforcée.

ARTICLE 4 :

Les services de soins infirmiers à domicile, incluant le cas échéant une équipe spécialisée Alzheimer à domicile, à compétence tarifaire exclusive du Directeur général de l'Agence régionale de santé, et les Résidences-Autonomie, à compétence tarifaire exclusive du Président du Conseil départemental, peuvent intégrer les CPOM signés par les organismes gestionnaires d'EHPAD et/ou de PUV.

ARTICLE 5 :

La liste annexée au présent arrêté précise l'identification des établissements et services accueillant des personnes âgées concernés par un CPOM tripartite, ainsi que l'année prévisionnelle de négociation du CPOM.

ARTICLE 6 :

La programmation peut être révisée chaque année par les autorités de tarification et de contrôle.

ARTICLE 7 :


L'arrêté n°2016-549 portant programmation 2017-2021 des contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens est annulé à compter de la publication du présent arrêté.

ARTICLE 8 :

Un recours contre le présent arrêté peut être formé devant le tribunal administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de la publication.

ARTICLE 9 :

Le délégué départemental des Hauts-de-Seine de l'Agence régionale de santé Ile-de-France et le Président du Conseil départemental des Hauts-de-Seine sont chargés de l'exécution du présent arrêté, publié aux recueils des actes administratifs de la Région et du Département et au bulletin officiel du Département des Hauts-de-Seine.



Fait à Paris, le 31 janvier 2018

Le Directeur général
de l'Agence régionale de santé
Ile-de-France

Signé

Christophe DEVYS

Fait à Nanterre, le 31 janvier 2018

Le Président du Conseil départemental

Signé

Patrick DEVEDJIAN

ANNEXE :

| GESTIONNAIRE | STATUT | FINESS JURIDIQUE | RAISON SOCIALE | CATEGORIE | FINESS GEOGRAPHIQUE | COMMUNE | ANNEE DE NEGOCIATION |
|-------------------------------|--------------------------|------------------|--------------------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|----------------------|
| ARPAVIE | Privé à but non lucratif | 920030186 | CHAMPFLEURY | EHPAD | 920802162 | SEVRES | 2018 |
| ARPAVIE | Privé à but non lucratif | 920030186 | LES TERRASSES | EHPAD | 920803467 | MEUDON | 2018 |
| ARPAVIE | Privé à but non lucratif | 920030186 | NADAR DE LA PAGERIE | EHPAD | 920808508 | RUEIL-MALMAISON | 2018 |
| ARPAVIE | Privé à but non lucratif | 920030186 | SAINTE-LUCIE | EHPAD | 920813011 | ISSY LES MOULINEAUX | 2018 |
| ARPAVIE | Privé à but non lucratif | 920030186 | MARCELLE DEVAUD | EHPAD | 920005329 | COLOMBES | 2018 |
| ARPAVIE | Privé à but non lucratif | 920030186 | LES NEUF MUSES | EHPAD | 920004439 | ISSY LES MOULINEAUX | 2018 |
| ARPAVIE | Privé à but non lucratif | 920030186 | RESIDENCE LANNELONGUE | EHPAD | 920810942 | VANVES | 2018 |
| ARPAVIE | Privé à but non lucratif | 920030186 | RESIDENCE LA VALLEE | RESIDENCE-AUTONOMIE | 920710811 | BOURG-LA-REINE | 2018 |
| ARPAVIE | Privé à but non lucratif | 920030186 | RESIDENCE LE VAL CONTENT | RESIDENCE-AUTONOMIE | 920040201 | FONTENAY-AUX-ROSES | 2018 |
| ARPAVIE | Privé à but non lucratif | 920030186 | RESIDENCE MARIE NODIER | RESIDENCE-AUTONOMIE | 920712064 | FONTENAY-AUX-ROSES | 2018 |
| ARPAVIE | Privé à but non lucratif | 920030186 | RESIDENCE CAMILLE CARTIER | RESIDENCE-AUTONOMIE | 920711942 | GENNEVILLIERS | 2018 |
| ARPAVIE | Privé à but non lucratif | 920030186 | RESIDENCE DU PARC | RESIDENCE-AUTONOMIE | 920813896 | ISSY-LES-MOULINEAUX | 2018 |
| ARPAVIE | Privé à but non lucratif | 920030186 | RESIDENCE THEOPHILE GAUTIER | RESIDENCE-AUTONOMIE | 920807450 | MONTROUGE | 2018 |
| ARPAVIE | Privé à but non lucratif | 920030186 | RESIDENCE LA VANNE | RESIDENCE-AUTONOMIE | 920810918 | MONTROUGE | 2018 |
| ARPAVIE | Privé à but non lucratif | 920030186 | DOMAINE DE LA COTE NOIRE | RESIDENCE-AUTONOMIE | 920040466 | RUEIL-MALMAISON | 2018 |
| ARPAVIE | Privé à but non lucratif | 920030186 | RESIDENCE LES TARATRES | RESIDENCE-AUTONOMIE | 920803673 | RUEIL-MALMAISON | 2018 |
| ARPAVIE | Privé à but non lucratif | 920030186 | RESIDENCE MARTIGNON | RESIDENCE-AUTONOMIE | 920805298 | RUEIL-MALMAISON | 2018 |
| ARPAVIE | Privé à but non lucratif | 920030186 | RESIDENCE LES HEURES CLAIRES | RESIDENCE-AUTONOMIE | 920711793 | SAINT-CLOUD | 2018 |
| ARPAVIE | Privé à but non lucratif | 920030186 | RESIDENCE LES JOURS HEUREUX | RESIDENCE-AUTONOMIE | 920804143 | SAINT-CLOUD | 2018 |
| CH DES QUATRE VILLES | Public hospitalier | 920009909 | JEAN ROSTAND (CHI) | EHPAD | 920804077 | SEVRES | 2018 |
| CH DES QUATRE VILLES | Public hospitalier | 920009909 | LELEGARD | EHPAD | 920710746 | SAINT CLOUD | 2018 |
| ETB SOCIAL COMMUNAL LARMEROUX | Public autonome | 920001294 | LARMEROUX | EHPAD | 920710423 | VANVES | 2018 |
| FONDATION LEOPOLD BELLAN | Privé à but non lucratif | 750720609 | RESIDENCE DE RETRAITE LEOPOLD BELLAN | EHPAD | 920710712 | BOIS COLOMBES | 2018 |
| ISATIS | Privé à but non lucratif | 940017304 | LA MAISON DES POETES | EHPAD | 920022571 | MALAKOFF | 2018 |



| | | | | | | | |
|--------------------------------|--------------------------|-----------|---------------------------|---------------------|-----------|----------------------|------|
| ISATIS | Privé à but non lucratif | 940017304 | SAINTE MARTHE | EHPAD | 920712569 | BOIS COLOMBES | 2018 |
| MAISON DE RETRAITE COMMUNALE | Public autonome | 920001351 | FONDATION AULAGNIER | EHPAD | 920710621 | ASNIERES SUR SEINE | 2018 |
| MAISON DE RETRAITE COMMUNALE | Public autonome | 920001351 | SSIAD FONDATION AULAGNIER | SSIAD | 920815115 | ASNIERES SUR SEINE | 2018 |
| MAISON DE RETRAITE DE SCEAUX | Public autonome | 920001401 | MARGUERITE RENAUDIN | EHPAD | 920710753 | SCEAUX | 2018 |
| MAISON DE RETRAITE DE SURESNES | Public autonome | 920001286 | RESIDENCE LA CHESNAYE | EHPAD | 920710415 | SURESNES | 2018 |
| MAISONS DE FAMILLE | Privé à but lucratif | 920023728 | LES VALLEES | EHPAD | 920022118 | COLOMBES | 2018 |
| MAISONS DE FAMILLE | Privé à but lucratif | 920024528 | VILLA CONCORDE | EHPAD | 920803103 | ASNIERES SUR SEINE | 2018 |
| MAISONS DE FAMILLE | Privé à but lucratif | 920019189 | LA ROSERAIE | EHPAD | 920803921 | COLOMBES | 2018 |
| RESIDENCE MEDERIC | Privé à but lucratif | 750813859 | RESIDENCE LES PINS | RESIDENCE AUTONOMIE | 920040060 | BOULOGNE BILLANCOURT | 2018 |
| RESIDENCE VERDIER | Public autonome | 920001427 | MADELEINE VERDIER | EHPAD | 920710845 | MONTROUGE | 2018 |
| MAISON DE RETRAITE STE EMILIE | Public autonome | 920001302 | SAINT-EMILIE | EHPAD | 920710431 | CLAMART | 2018 |

| GESTIONNAIRE | STATUT | FINESS JURIDIQUE | RAISON SOCIALE | CATEGORIE | FINESS GEOGRAPHIQUE | COMMUNE | ANNEE DE NEGOCIATION |
|----------------------------------|--------------------------|------------------|--------------------------------|-------------|---------------------|----------------------|----------------------|
| ADEF | Privé à but non lucratif | 940004088 | LA MAISON DES CYTISES | EHPAD | 920006798 | GENNEVILLIERS | 2019 |
| ADEF | Privé à but non lucratif | 940004088 | L'ERABLE ARGENTE | EHPAD | 920015559 | CLAMART | 2019 |
| ASS FOYER EMILIE DE RODAT | Privé à but non lucratif | 920001393 | EMILIE DE RODAT | EHPAD | 920710738 | RUEIL-MALMAISON | 2019 |
| ASSOCIATION COURBEVOIE ALZHEIMER | Privé à but non lucratif | 920010188 | ACCUEIL DE JOUR LA BUISSONIERE | AJ AUTONOME | 920010378 | COURBEVOIE | 2019 |
| ASSOCIATION MAISON SOIN ET REPOS | Privé à but non lucratif | 750049322 | MAISON DE SOINS ET REPOS | EHPAD | 920026556 | VANVES | 2019 |
| C.A.S.H. DE NANTERRE | Public hospitalier | 920110020 | SSIAD CHR-S-LD (CASH) | SSIAD | 920007929 | NANTERRE | 2019 |
| C.A.S.H. DE NANTERRE | Public hospitalier | 920110020 | CASH | EHPAD | 920809803 | NANTERRE | 2019 |
| CROIX ROUGE | Privé à but non lucratif | 750721334 | SSIAD CROIX ROUGE FRANÇAISE | SSIAD | 920004298 | ANTONY | 2019 |
| CROIX ROUGE | Privé à but non lucratif | 750721334 | STE AGNES | EHPAD | 920802154 | BOULOGNE BILLANCOURT | 2019 |
| DOMUSVI | Privé à but lucratif | 920000163 | TIERS TEMPS SURESNES | EHPAD | 920000148 | SURESNES | 2019 |
| DOMUSVI | Privé à but lucratif | 920003035 | AZUR | EHPAD | 920003043 | COLOMBES | 2019 |



| | | | | | | | |
|-----------------------------|--------------------------|-----------|------------------------------------|-------------|-----------|-----------------------|-------------|
| DOMUSVI | Privé à but lucratif | 920011798 | LES ADRETS | EHPAD | 920011848 | CLICHY LA GARENNE | 2019 |
| DOMUSVI | Privé à but lucratif | 750014839 | MEDICIS | EHPAD | 920017639 | ASNIERES SUR SEINE | 2019 |
| DOMUSVI | Privé à but lucratif | 750014839 | ISIS | EHPAD | 920814621 | GARCHES | 2019 |
| DOMUSVI | Privé à but lucratif | 750014839 | MEDICIS | EHPAD | 920012168 | VANVES | 2019 |
| DOMUSVI | Privé à but lucratif | 920014248 | RABELAIS | EHPAD | 920014289 | ASNIERES SUR SEINE | 2019 |
| DOMUSVI | Privé à but lucratif | 920019569 | RESIDENCE DU PARC | EHPAD | 920019429 | MEUDON | 2019 |
| DOMUSVI | Privé à but lucratif | 920029014 | ALPHONSE DAUDET | EHPAD | 920020559 | CLAMART | 2019 |
| DOMUSVI | Privé à but lucratif | 920029014 | L'EMPEREUR | EHPAD | 920022399 | GARCHES | 2019 |
| DOMUSVI | Privé à but lucratif | 920024866 | LES MARINES | EHPAD | 920024874 | ASNIERES SUR SEINE | 2019 |
| DOMUSVI | Privé à but lucratif | 740013701 | LONGCHAMP | EHPAD | 920026366 | SAINT CLOUD | 2019 |
| DOMUSVI | Privé à but lucratif | 920026457 | MEDICIS | EHPAD | 920026465 | SEVRES | 2019 |
| DOMUSVI | Privé à but lucratif | 920025517 | LE CAP | EHPAD | 920300118 | BOIS COLOMBES | 2019 |
| DOMUSVI | Privé à but lucratif | 920002235 | VILLA CAROLINE | EHPAD | 920804887 | GENNEVILLIERS | 2019 |
| DOMUSVI | Privé à but lucratif | 920027463 | VILLA DES SOURCES | EHPAD | 920810470 | VILLE D'AVRAY | 2019 |
| DOMUSVI | Privé à but lucratif | 920025087 | THEMIS JEAN ROSTAND | EHPAD | 920812047 | CHATENAY MALABRY | 2019 |
| DOMUSVI | Privé à but lucratif | 920807849 | ESTEREL | EHPAD | 920815396 | COLOMBES | 2019 |
| DOMUSVI | Privé à but lucratif | 920028263 | SSIAD DOMUSVI | SSIAD | 920015039 | BOIS COLOMBES | 2019 |
| EHPAD LA MERIDIENNE | Public autonome | 920001559 | RESIDENCE LA MERIDIENNE | EHPAD | 920711629 | VILLENEUVE LA GARENNE | 2019 |
| INSTITUT LANNELONGUE | Privé à but non lucratif | 920000478 | ACCUEIL DE JOUR ODILON LANNELONGUE | AJ AUTONOME | 920005279 | VANVES | 2019 |
| INSTITUT LANNELONGUE | Privé à but non lucratif | 920000478 | SSIAD ODILON LANNELONGUE | SSIAD | 920003076 | VANVES | 2019 |
| MAPAD SANTE | Privé à but lucratif | 920000106 | MAISON MOLIERE | EHPAD | 920803855 | BOURG LA REINE | 2019 |
| MAPAD SANTE | Privé à but lucratif | 920023058 | UNION BELGE | EHPAD | 920800828 | COURBEVOIE | 2019 |
| MAPAD SANTE | Privé à but lucratif | 830007258 | RESIDENCE VOLTAIRE | EHPAD | 920814522 | PUTEAUX | 2019 |
| REPOTEL | Privé à but lucratif | 910002658 | REPOTEL | EHPAD | 920710670 | ISSY LES MOULINEAUX | 2019 |
| REPOTEL | Privé à but lucratif | 920718004 | REPOTEL | EHPAD | 920711967 | GENNEVILLIERS | 2019 |



| GESTIONNAIRE | STATUT | FINESS JURIDIQUE | RAISON SOCIALE | CATEGORIE | FINESS GEOGRAPHIQUE | COMMUNE | ANNEE DE NEGOCIATION |
|--|--------------------------|------------------|------------------------------------|-----------|---------------------|---------------------|----------------------|
| ALPHA'GESTION | Privé à but non lucratif | 920001138 | LA FAIENCERIE | EHPAD | 920460060 | SCEAUX | 2020 |
| ALPHA'GESTION | Privé à but non lucratif | 920002987 | FONTAINE | EHPAD | 920815610 | ASNIERES SUR SEINE | 2020 |
| ASSOCIATION MAISON DE RETRAITE PROTESTANTE | Privé à but non lucratif | 920001245 | MAISON DE RETRAITE PROTESTANTE | EHPAD | 920710357 | NANTERRE | 2020 |
| ASSOCIATION MONSIEUR VINCENT | Privé à but non lucratif | 750056368 | SSIAD SAINTE ANNE D'AURAY | SSIAD | 920025343 | CHATILLON | 2020 |
| ASSOCIATION MONSIEUR VINCENT | Privé à but non lucratif | 750056368 | SAINTE GENEVIEVE | EHPAD | 920710852 | NANTERRE | 2020 |
| ASSOCIATION MONSIEUR VINCENT | Privé à but non lucratif | 750056368 | STE ANNE D'AURAY | EHPAD | 920711298 | CHATILLON | 2020 |
| EMERA | Privé à but lucratif | 920026473 | LA TOURNELLE | EHPAD | 920026481 | LA GARENNE COLOMBES | 2020 |
| EMERA | Privé à but lucratif | 920027778 | LE PARC | EHPAD | 920025483 | CHATILLON | 2020 |
| ET.SOC.COM.MAIS.RETR.D E NEUILLY | Public autonome | 920000528 | ROGER TEULLE & ROGER | EHPAD | 920006772 | NEUILLY SUR SEINE | 2020 |
| ETB PUBLIC AUTONOME LES MARRONNIERS | Public autonome | 920000866 | SSIAD LEVALLOIS PERRRET | SSIAD | 920003647 | LEVALLOIS PERRET | 2020 |
| ETB PUBLIC AUTONOME LES MARRONNIERS | Public autonome | 920000866 | MAISON DE RETRAITE DES MARRONNIERS | EHPAD | 920710696 | LEVALLOIS PERRET | 2020 |
| FONDATION LAMBRECHTS | Privé à but non lucratif | 920710647 | MAISON DE RETRAITE LAMBRECHTS | EHPAD | 920710399 | CHATILLON | 2020 |
| FONDATION LES DIACONESSES | Privé à but non lucratif | 780020715 | LES CHENETS | EHPAD | 920807468 | COURBEVOIE | 2020 |
| FONDATION LES DIACONESSES | Privé à but non lucratif | 750825986 | LE CHATELET | EHPAD | 920710704 | MEUDON | 2020 |
| FONDATION ROGUET DE CLICHY | Public hospitalier | 920710654 | ROGUET | EHPAD | 920809811 | CLICHY LA GARENNE | 2020 |
| LNA SANTE | Privé à but lucratif | 920004579 | GER'HOME | EHPAD | 920000155 | COURBEVOIE | 2020 |
| LNA SANTE | Privé à but lucratif | 780826509 | LA VILLA D'EPIDAURE | EHPAD | 920812062 | GARCHES | 2020 |
| LNA SANTE | Privé à but lucratif | 920002896 | ARCADE | EHPAD | 920814399 | FONTENAY-AUX-ROSES | 2020 |
| OMEG'AGE GESTION | Privé à but non lucratif | 920002722 | LA CHARTRAINE | EHPAD | 920811304 | ANTONY | 2020 |
| OMEG'AGE GESTION | Privé à but non lucratif | 920002722 | SSIAD ESA | SSIAD | 920029493 | ANTONY | 2020 |
| OMEG'AGE GESTION | Privé à but non lucratif | 590019568 | JARDIN DE LEVALLOIS | EHPAD | 920006863 | LEVALLOIS PERRET | 2020 |
| SOLEMNES | Privé à but lucratif | 930025515 | SOLEMNES | EHPAD | 920021268 | COURBEVOIE | 2020 |
| VILLA BEAUSOLEIL | Privé à but lucratif | 920002110 | VILLA BEAU SOLEIL | EHPAD | 920017308 | CHAVILLE | 2020 |
| VILLA BEAUSOLEIL | Privé à but lucratif | 920002110 | VILLA BEAU SOLEIL | EHPAD | 920803996 | MONTROUGE | 2020 |



| GESTIONNAIRE | STATUT | FINESS JURIDIQUE | RAISON SOCIALE | CATEGORIE | FINESS GEOGRAPHIQUE | COMMUNE | ANNEE DE NEGOCIATION |
|---------------------------------------|--------------------------|------------------|--------------------------------|-----------|---------------------|----------------------|----------------------|
| ALMAGE | Privé à but lucratif | 920019759 | LA BRUYERE | EHPAD | 920019098 | RUEIL-MALMAISON | 2021 |
| CENTRE DE GERONTOLOGIE LES ABONDANCES | Public hospitalier | 920808037 | LES ABONDANCES | SSIAD | 920710639 | BOULOGNE BILLANCOURT | 2021 |
| CENTRE DE GERONTOLOGIE LES ABONDANCES | Public hospitalier | 920808037 | SSIAD DES ABONDANCES | EHPAD | 920804713 | BOULOGNE BILLANCOURT | 2021 |
| CENTRE DE GERONTOLOGIE LES ABONDANCES | Public territorial | 750810152 | RESIDENCE DU ROUVRAY (ex ONAC) | EHPAD | 920805025 | BOULOGNE BILLANCOURT | 2021 |
| FONDATION COGNACQ-JAY | Privé à but non lucratif | 750720468 | FONDATION COGNACQ-JAY | EHPAD | 920803699 | RUEIL-MALMAISON | 2021 |
| FONDATION PARTAGE ET VIE | Privé à but non lucratif | 920028560 | LES VIGNES | EHPAD | 920015609 | NANTERRE | 2021 |
| FONDATION PARTAGE ET VIE | Privé à but non lucratif | 920028560 | LES 4 SAISONS | EHPAD | 920022928 | LE PLESSIS ROBINSON | 2021 |
| HOPITAL DEPART. STELL RUEIL | Public hospitalier | 920110053 | JULES PARENT (STELL) | EHPAD | 920803681 | RUEIL-MALMAISON | 2021 |
| LA VIE ACTIVE | Privé à but non lucratif | 620110650 | LA CHAMADE | EHPAD | 920025202 | NANTERRE | 2021 |
| MAISON DE RETRAITE DU PARC | Public autonome | 920001278 | RESIDENCE DU PARC | EHPAD | 920710381 | FONTENAY-AUX-ROSES | 2021 |
| MAISON DE RETRAITE LASSERRE | Public hospitalier | 920001385 | LASSERRE | EHPAD | 920710688 | ISSY LES MOULINEAUX | 2021 |
| ORDRE DE MALTE | Privé à but non lucratif | 750810590 | FERRARI | EHPAD | 920710373 | CLAMART | 2021 |
| S.A. RESIDENCE DE LA TOUR D'AUVERGNE | Privé à but lucratif | 920001930 | LA TOUR D'AUVERGNE | EHPAD | 920803301 | COLOMBES | 2021 |
| SARL BORONIS | Privé à but lucratif | 920026499 | VILLA BORGHESE | EHPAD | 920026507 | COURBEVOIE | 2021 |
| SAS HELIOS SANTE | Privé à but lucratif | 130013568 | HIPPOCRATE | EHPAD | 920003944 | CHATENAY MALABRY | 2021 |

| GESTIONNAIRE | STATUT | FINESS JURIDIQUE | RAISON SOCIALE | CATEGORIE | FINESS GEOGRAPHIQUE | COMMUNE | ANNEE DE NEGOCIATION |
|--|--------------------------|------------------|---------------------|-----------|---------------------|----------------------|----------------------|
| ASSOCIATION "LES RESIDENCES ST BENOIT" | Privé à but non lucratif | 140002809 | RESIDENCE ST BENOIT | EHPAD | 920003571 | BOULOGNE BILLANCOURT | 2022 |
| KORIAN | Privé à but lucratif | 250015658 | HAUTS DE JARDY | EHPAD | 920015468 | VAUCRESSON | 2022 |
| KORIAN | Privé à but lucratif | 250015658 | LES SARMENTS | EHPAD | 920024106 | SURESNES | 2022 |
| KORIAN | Privé à but lucratif | 750056335 | BEL AIR | EHPAD | 920024957 | CLAMART | 2022 |



| | | | | | | | |
|---------------|----------------------|-----------|-------------------------|-------|-----------|----------------------|-------------|
| KORIAN | Privé à but lucratif | 250019841 | L'IMPERIAL | EHPAD | 920028982 | COLOMBES | 2022 |
| KORIAN | Privé à but lucratif | 250018306 | LES ACACIAS | EHPAD | 920800505 | COLOMBES | 2022 |
| KORIAN | Privé à but lucratif | 750056335 | EHPAD VILLA IMPERATRICE | EHPAD | 920813797 | RUEIL-MALMAISON | 2022 |
| KORIAN | Privé à but lucratif | 750056335 | EHPAD SAINT CHARLES | EHPAD | 920804028 | SCEAUX | 2022 |
| KORIAN | Privé à but lucratif | 250018702 | EHPAD LES TYBILLES | EHPAD | 920813094 | MEUDON | 2022 |
| KORIAN | Privé à but lucratif | 920028305 | LES MATHURINS | EHPAD | 920814712 | BAGNEUX | 2022 |
| KORIAN | Privé à but lucratif | 250018215 | FLORIAN CARNOT | EHPAD | 920816436 | ANTONY | 2022 |
| ORPEA | Privé à but lucratif | 920030152 | LE CORBUSIER | EHPAD | 920020849 | BOULOGNE BILLANCOURT | 2022 |
| ORPEA | Privé à but lucratif | 920030152 | BORDS DE SEINE | EHPAD | 920023678 | NEUILLY SUR SEINE | 2022 |
| ORPEA | Privé à but lucratif | 920030152 | LEONARD DE VINCI | EHPAD | 920025350 | COURBEVOIE | 2022 |
| ORPEA | Privé à but lucratif | 920030152 | LA GARENNE | EHPAD | 920029105 | LA GARENNE COLOMBES | 2022 |
| ORPEA | Privé à but lucratif | 920030152 | SAINT JOSEPH | EHPAD | 920800794 | CLAMART | 2022 |
| ORPEA | Privé à but lucratif | 920030152 | LE SEQUOIA | EHPAD | 920812088 | CHATENAY MALABRY | 2022 |
| ORPEA | Privé à but lucratif | 920022878 | LE CLOS DES MEUNIERS | EHPAD | 920006129 | BAGNEUX | 2022 |
| ORPEA | Privé à but lucratif | 920022449 | LA JONCHERE | EHPAD | 920006889 | RUEIL-MALMAISON | 2022 |
| ORPEA | Privé à but lucratif | 920002995 | VILLA GARLANDE | EHPAD | 920815750 | BAGNEUX | 2022 |

Agence régionale de santé

IDF-2018-01-30-019

ARRÊTÉ N° 2018-27

relatif à la programmation 2017-2021, pour le département
de Seine-Saint-Denis, des contrats pluriannuels d'objectifs
et de moyens, prévue par la loi n°2015-1702 du 21
décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour
2016

ARRÊTÉ N° 2018-27

relatif à la programmation 2017-2021, pour le département de Seine-Saint-Denis, des contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens, prévue par la loi n°2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016

LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE

ILE-DE-FRANCE

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE SEINE-SAINT-DENIS

- VU** le code général des collectivités territoriales
- VU** le code de l'action sociale et des familles et notamment les articles L. 313-11, L. 313-12-2 et L. 314-2 ;
- VU** la loi n°2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016 et notamment son article 75 ;
- Vu** l'arrêté conjoint du Président du Conseil départemental et du Directeur général de l'Agence régionale de santé d'Île-de-France n°2016-499/2017-003 du 22 décembre 2016 relatif à la programmation 2017-2021, pour le Département de la Seine-Saint-Denis, des contrats pluriannuel d'objectifs et de moyen, prévue par la loi n°2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la Sécurité sociale pour 2016 ;
- Vu** l'élection le 2 avril 2015 de M. Stéphane Troussel à la Présidence du Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis ;
- Vu** l'arrêté du Président du Conseil départemental n°2015-148 du 10 avril 2015 donnant délégation de signature à Mme Magalie Thibault, douzième Vice-présidente du Conseil départemental ;
- Considérant** la révision annuelle de la programmation des contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens fixés jusqu'au 31 décembre 2021 ;



ARRÊTENT :

ARTICLE 1 :

La conclusion des contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens entre d'une part les organismes gestionnaires des établissements et services mentionnés aux 2°, 3°, 5°, 7° et 11° du I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles et, d'autre part, l'Agence régionale de santé Ile-de-France et le département de Seine-Saint-Denis, fait l'objet d'une programmation établie pour une durée de 5 ans et révisable annuellement jusqu'au 31 décembre 2021.

Cette programmation pluriannuelle est modifiée et mentionnée en annexe 1 du présent arrêté.

ARTICLE 2 :

Un recours contre le présent arrêté peut être formé devant le tribunal administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

ARTICLE 3 :

Le Délégué départemental de Seine-Saint-Denis de l'Agence régionale de santé Ile-de-France, le Président du Conseil départemental de Seine-Saint-Denis sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture d'Ile-de-France, du Département de Seine-Saint-Denis et au Bulletin Officiel du Département de Seine-Saint-Denis.

Fait à Paris, le 30 janvier 2018

Le Directeur général
de l'Agence régionale de santé
Ile-de-France

Signé

Christophe DEVYS

La Vice-présidente
du Conseil départemental
de la Seine-Saint-Denis

Signé

Magalie THIBAUT

ANNEXE 1

| Année de signature N (prise d'effet au 1 ^{er} janvier N+1) | Organisme gestionnaire | | ESMS concernés | |
|--|--|--|---|------------------------|
| | Raison sociale | FINESS Juridique | Raison sociale | FINESS géographique |
| 2017 | ASSOCIATION LA RESIDENCE SOCIALE | 920718459 | ESAT MARVILLE | 930000021 |
| | | | ESAT PLEYEL | 930003405 |
| | | | IME D'EPINAY/SEINE - CHAPTAL | 930816921 |
| | | | EMPRO DE LA RESIDENCE SOCIALE | 930690276 |
| ASSOCIATION VIVRE AUTREMENT | 930815865 | ESAT PIERRE BROSOLETTTE | 930815873 | |
| | | ESAT ROLAND BAUDIN | 930816731 | |
| | | ESAT VIVRE AUTREMENT | 930816251 | |
| | | FOYER D'HEBERGEMENT SAVS SAJ | | |
| ASSOCIATION DES PARALYSES DE FRANCE | 750719239 | CAMSP APF | 930003298 | |
| | | IME LES MILLE COULEURS | 930019070 | |
| | | ESAT APF | 930010509 | |
| | | INSTITUT D'EDUCATION MOTRICE | 930017405 | |
| ASSOCIATION ENTRAIDE UNIVERSITAIRE | 750719312 | MAS APF CLOTHILDE LAMBOROT | 930022546 | |
| | | SAMSAH APF | 930023494 | |
| | | SAVS APF | | |
| | | FV CLOTHILDE LAMBOROT APPARTEMENTS DE PROXIMITE CLOTHILDE LAMBOROT | | |
| 2018 | EXTERNAT MEDICO PEDAGOGIQUE | 930000807 | EXTERNAT MEDICO PEDAGOGIQUE P. LEBON | 930690110 |
| | ATELIERS DEPARTEMENTAUX DE MONTREUIL-MARSOULAN | 930001151 | ESAT HENRY MARSOULAN | 930812011 |
| | I.M.E JEAN-MARC ITARD | 930001367 | I.M.E JEAN-MARC ITARD | 930817341 |
| | COMITE LOCAL APAJH DE BONDY | 930001888 | CENTRE.ENS.SPEC.MAURICE COUTROT S.A.S.A.I.S | 930816954 930818299 |

| | | | |
|--|------------------|--|--|
| COMITE LOCAL APAJH D'AUBERVILLIERS | 930001979 | IME ROMAIN ROLLAND | 930690011 |
| SOS SOLIDARITES | 750015968 | MAS SOS HABITAT ET SOINS | 930021019 |
| SESAME AUTISME GESTION ET PERSPECTIVES | 770019776 | CENTRE "JEAN RICHEPIN" I.M.E ADAM SHELTON MAS LE JARDIN DE SESAME | 930800362 930001631 930021027 |
| COMITE LOCAL APAJHR DE ROSNY | 930712799 | APAJH LES ATELIERS DE ROSNY FAM APAJH ROSNY SAMSAH APAJH DE ROSNY SOUS BOIS SAVS APAJH DE ROSNY SOUS BOIS SAS APAJH DE ROSNY SOUS BOIS | 930816749 930002639 930021910 |
| APAJH COMITE LOCAL PANTIN | 930712971 | I.M.P. LOUISE MICHEL | 930690284 |
| ASSOCIATION ARPEI | 930712724 | LES ATELIERS DE MONTGUICHET IME FRANCOIS EGLEM FAM RESIDENCE SPECIALISEE ARPEI HABITAT STUDIO FH HABITAT FOYER FV DU BOIS DE L'ETOILE | 930812524 930690268 930003967 |
| ASSOCIATION AGESTL | 930813415 | ESAT TOULOUSE LAUTREC MAS TOULOUSE LAUTREC IME TOULOUSE LAUTREC FAM TOULOUSE LAUTREC - HEBERGEMENT FV DU PRE SAS FJ FERNAND MARLIER | 930814447 930012679 930690359 930817382 |
| ASSOCIATION RENE LALOUETTE | 930690037 | EMP RENE LALOUETTE | 930690037 |
| APSI | 940715170 | C.M.P.P. MUNICIPAL PANTIN | 930680111 |
| ASS. APEI LES PAPILLONS BLANCS- VINCENNES | 940807563 | ESAT APEI LES PAPILLONS BLANCS IME BERNADETTE COURSOL SESSAD DE L'IME BERNADETTE COURSOL SAS MONTREUIL | 930001474 930690136 930005129 |
| ASSOCIATION COS | 750721235 | MAS ALEXANDRE GLASBERG DU COS SAMSAH GLASBERG | 930800404 930011028 |
| CESAP | 750815821 | IME LE CAP VERT SESSAD CESAP | 930003322 930019666 |

| | | | | |
|---|--|--|---|---|
| | ASS APAJH LANGAGE ET INTEGRATION | 930025051 | CRESN NOISY LE GRAND SAFEP/SEEFIS CTRE REEDUC ENFTS SOURDS | 930690318 930019674 |
| 2019 | ASSOCIATION AMBROISE CROIZAT | 750811887 | CRP JEAN PIERRE TIMBAUD | 930800065 |
| | ETABL.MEDICO-SOCIAL PUBLIC S.DELTHIL | 930000831 | SSEFIS SIMONE DELTHIL SAAAIS SIMONE DELTHIL SESSAD SIMONE DELTHIL | 930815907 930019690 930012729 |
| | LES MOULINS GEMEAUX | 930017991 | IME LES MOULINS GEMEAUX SESSAD LES MOULINS GEMEAUX | 930690250 930008669 |
| | AGIME | 930021399 | IME AMBROISE CROIZAT | 930690342 |
| | ARCHIPEL MONTREUIL | 930712716 | IMP JEAN MACE MONTREUIL | 930817457 |
| | ASSOCIATION IRIS-MESSIDOR | 930014709 | ESAT IRIS MESSIDOR SAMSAH IRIS MESSIDOR | 930015888 930023478 |
| | APETIS | 930712856 | CMPP AUBERVILLIERS SESSAD DU CMPP D'AUBERVILLIERS | 930680012 930017298 |
| | ASSOCIATION SCOLAIRE DU CMPP LA COURNEUVE | 930712872 | CMPP LA COURNEUVE SESSAD LA COURNEUVE | 930680145 930021167 |
| | ASSOCIATION VIVRE ET DEVENIR (VILLEPINTE) | 750720534 | IME SOUBIRAN IME L'EXCELSIOR MAS "SAINT-LOUIS" SESSAD DENISIEN FV SAINT LOUIS IME LE TREMPLIN FJ ISABELLE | 930025507 930690177 930007869 930026166 930690326 |
| | ASSOCIATION ANNE-MARIE JAVOUHEY | 770815108 | CAMSP ESPOIR 93 | 930811427 |
| | FEDERATION DES APAJH | 750050916 | IME DE L'APAJH CENTRE POUR AUTISTES LE SOLEIL D'OR SESSAD APAJH ROSNY | 930690193 930007448 930007398 |
| ASS PAYS DE FRANCE ET AULNOYE APFA | 930001094 | ESAT APFA LE BLANC MESNIL ESAT APFA VILLEPINTE FH SEVRAN FH VILLEPINTE SAS SECTION D'HEB. EN APPART. | 930817119 930703962 | |
| 2020 | ENVOLUDIA | 940020548 | INSTITUT D'EDUCATION MOTRICE SESSAD DU GIMC | 930690300 930690383 |

| | | | |
|--|------------------|--|---|
| | | SESSAD APETREIMC 93 MAS DE L'ORANGERIE FAM DE L'ORANGERIE | 930021035 |
| ASSOCIATION IPSIS | 770812352 | SESSAD LA ROSELIERE SESSAD SELIA 93 | 930022835 930019575 |
| FONDATION DE L'ARMEE DU SALUT | 750721300 | MAS LE GRAND SAULE | 930000112 |
| ASS.ENF.INAD DE NOISY ET AMIS | 930000823 | IME H.WALLON NOISY LE SEC SESSAD DE NOISY LE SEC | 930690169 930022314 |
| ET.PUBLIC DE SANTE VILLE-EVRARD | 930140025 | MAS DE L'ISLE | 930002688 |
| LES ENFANTS INADAPTES ET LEURS AMIS LEILA | 930712815 | IMP H.WALLON STAINS FH DES TROIS RIVIERES SAVS DES TROIS RIVIERES SECTION ACCUEIL DE JOUR | 930814439 |
| ASSOCIATION PAUL LANGEVIN | 930712880 | CMPP LUCIEN MADRAS | 930680137 |
| ASS.PARENTS & ENS.PR TRAIT.INAD | 930712898 | CMPP C.DES FLEURS NOISY/SEC | 930680053 |
| ASS.DU C.M.P.P. MAIRIE DE ROMAINVILLE | 930712906 | CMPP ROMAINVILLE | 930680079 |
| COMMUNE DE BAGNOLET | 930812888 | CMPP BAGNOLET | 930680160 |
| ASSOCIATION TRISOMIE 21 | 930817192 | SESSAD GEIST 93 SECTION JEUNES ENFANTS SESSAD SECTION ADO | 930817200 930003769 |
| ASS.FAM.AIDE AUX ENF.INF.MENT. AFDAEIM | 930712393 | ESAT LE CARREFOUR SAVS AFDAEIM FJ DE DUGNY SAS STAINS | 930817259 |
| AFASER | 940721384 | ESAT AFASER ESAT PIERRE BOUDET FAM DE MONTREUIL SOUS BOIS - PAPILLONS FAM DE MONTREUIL - SAINT JUST MAS D'AUBERVILLIERS SAJ DE L'ESAT PIERRE BOUDET SAJ DES FOYERS DE MONTREUIL FH DES FOYERS DE MONTREUIL | 930001482 930816343 930022512 930024203 930000039 |
| CAP DEVANT | 750831901 | FAM DU VERT GALANT | 930019211 |

| | | | | |
|------|---|------------------|--|--|
| | FONDATION DES AMIS DE L'ATELIER | 920001419 | MAS PLAISANCE | 930021332 |
| 2021 | ASSOCIATION OHALEI YAACOV | 750037228 | EATEH LE SILENCE DES JUSTES | 930021175 |
| | AFG | 750022238 | IME AUTISME 93 | 930817499 |
| | ASSOCIATION ENVOL | 940002041 | SESSAD L'ENVOL | 930019088 |
| | AGAPPES | 930021845 | CMPP SEVRAN | 930021852 |
| | ASSOCIATION ARC-EN-CIEL | 930000138 | FAM LES MYOSOTIS FAM ROBERT BUSSIERE IME B GUILLEZ LE PETIT ORME FV LES BRUYERES | 930817945 930025697 930690227 |
| | A G E C E T | 930800693 | ESAT AGE CET FAM AGE CET SAVS AGE CET FH GAGNY FH NEUILLY SUR MARNE FV MONTFERMEIL | 930701768 |
| | ASSOCIATION DES ETABLISSEMENTS DU DOMAINE EMMANUEL | 770016236 | ESAT DES MUGUETS SAMSAH DE L'ORANGER | 930021340 930023569 |
| | UGECAM IDF | 750042590 | CRP AUBERVILLIERS | 930710017 |
| | ANRH | 750710451 | CENTRE ROBERT BURON | 930025499 |
| | AMPP VIALA | 750830275 | CMPP LES TROIS RIVIERES | 930817077 |
| | ADEF RESIDENCES | 940004088 | FAM LA MAISON DE L'ALISIER MAS LA MAISON DU POMMIER POURPRE | 930019187 930015029 |
| | COALLIA | 750825846 | FAM AMARYLLIS SAMSAH COALLIA DE SEVRAN FH MICHEL ANGE SAVS | 930004379 930022025 |
| | UNION SOINS ET SERVICES ILE-DE-FRANCE | 750058844 | SSIAD DE SAINT DENIS | 930817010 |
| | ASSOCIATION AIPEI | 930712781 | ESAT LES FOUGERES IME L'EDELWEISS IME LE NID MAISON D'ACCUEIL SPECIALISE AIPEI FV RESIDENCE VIRGINIE FH RESIDENCE VIRGINIE FH LEO DESJARDINS SASI | 930713037 930690235 930690185 930023981 |

| | | | |
|----------------------------------|------------------|---|------------------------|
| ASSOCIATION VOIR ENSEMBLE | 750720245 | SAMSAH REMORA 93 | 930023460 |
| AMP DE ST DENIS | 930712419 | CAMSP LES COMPTINES CMPP SAINT DENIS | 930670013 930680087 |
| SOS JEUNESSE | 750044513 | ITEP LE PETIT PRINCE | 930021605 |
| SOCIETE PHILANTHROPIQUE | 750720492 | IME LADOUCETTE SESSAD L'ESCABELLE | 930690094 930019716 |

Agence régionale de santé

IDF-2018-02-01-001

Décision n° 18-385 autorisant le CENTRE HOSPITALIER
SUD ESSONNE DOURDAN ETAMPES, à exercer
l'activité de traitement du cancer, pour la pratique
thérapeutique de la chirurgie des cancers urologiques, sur
le site du CENTRE HOSPITALIER DU
SUD-FRANCILIEN, 40 Avenue Serge Dassault, 91100
Corbeil-Essonne

AGENCE REGIONALE DE SANTE ILE-DE-FRANCE

DECISION N° 18-385

LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE ILE-DE-FRANCE

- VU le code de la santé publique et notamment les articles L.6122-1 et suivants, R.6122-23 et suivants, R.6122-37 et D.6122-38 ; les articles R.6123-86 à R.6123-95, D.1415-1-9, D.6124-131 à D.6124-134 relatifs à l'activité de traitement du cancer ;
- VU l'ordonnance n°2018-4 du 3 janvier 2018 relative à la simplification et à la modernisation des régimes d'autorisation des activités de soins et d'équipements matériels lourds ;
- VU le décret du 1er juillet 2015 portant nomination de Monsieur Christophe DEVYS, Conseiller d'Etat, Directeur général de l'Agence régionale de santé Ile-de-France à compter du 17 août 2015 ;
- VU les décrets n° 2007-388 et n° 2007-389 du 21 mars 2007 relatifs aux conditions d'implantation et aux conditions techniques de fonctionnement applicables à l'activité de soins de traitement du cancer et modifiant le code de la santé publique ;
- VU l'arrêté du 29 mars 2007 fixant les seuils d'activité minimale annuelle applicables à l'activité de soins de traitement du cancer et la circulaire N°DHOS/O/INCa/2008/101 du 26 mars 2008 relative à la méthodologie de mesure de ces seuils ;
- VU l'arrêté n°10-646 du 15 novembre 2010 du Directeur général de l'Agence régionale de santé Ile-de-France relatif à la définition des territoires de santé de la région Ile-de-France et à la création des Conférences de territoires ;
- VU l'arrêté n°15-990 du 2 décembre 2015 du Directeur général de l'Agence régionale de santé Ile-de-France relatif au calendrier de dépôt des demandes d'autorisation et de renouvellement d'autorisations présentées en application des articles L.6122-1 et L.6122-9 du code de la santé publique ;
- VU l'arrêté n° 2012-577 du 21 décembre 2012 du Directeur général de l'Agence régionale de santé Ile-de-France relatif à l'adoption du projet régional de santé d'Ile-de-France, modifié par l'arrêté n°2013-081 du 25 février 2013 dans son volet hospitalier, révisé par l'arrêté n°15-077 du 11 mars 2015 dans sa partie hospitalière ;
- VU l'arrêté n°17-376 du 10 octobre 2017 relatif au bilan quantifié de l'offre de soins par territoire de santé pour les activités de soins de traitement du cancer, d'activités interventionnelles par voie endovasculaire en cardiologie, d'activités interventionnelles par voie endovasculaire en neuroradiologie, de neurochirurgie, de traitement des grands brûlés, de greffes d'organes et greffes de cellules hématopoïétiques, de chirurgie cardiaque ainsi que pour les équipements matériels lourds en région Ile-de-France ;
- VU la décision du Directeur général de l'Agence régionale de santé Ile-de-France n°17-481 en date du 28 juin 2017 ;

VU la demande présentée par le CENTRE HOSPITALIER SUD ESSONNE DOURDAN ETAMPES, dont le siège social est situé 26 Avenue Charles de Gaulle - 91150 ETAMPES, en vue d'obtenir l'autorisation d'exercer l'activité de traitement du cancer, pour la pratique thérapeutique de la chirurgie des cancers urologiques, sur le site du Centre hospitalier du Sud Francilien (CHSF), 40 Avenue Serge Dassault, 91100 CORBEIL ESSONNES, et dans l'attente de la mise en œuvre de l'autorisation sur le site du CHSF, l'autorisation d'exercer l'activité, à titre transitoire, sur le site d'Etampes du Centre hospitalier Sud Essonne (CHSE), 26 Avenue Charles de Gaulle - 91150 ETAMPES, jusqu'au 30 juin 2019 ;

VU la consultation de la Commission spécialisée de l'organisation des soins en date du 25 janvier 2018 ;

CONSIDERANT que le bilan des objectifs quantifiés de l'offre de soins, en date du 10 octobre 2017, prévoit la possibilité d'autoriser de 0 à 1 nouvelle implantation pour l'activité de traitement du cancer, pour la chirurgie des cancers urologiques, au sein du territoire de santé de l'Essonne ;

CONSIDERANT que la présente demande, portée par le Centre hospitalier du Sud Essonne Dourdan-Etampes, est présentée en lien avec le Centre hospitalier du Sud Francilien et le Centre hospitalier d'Arpajon, au titre du Groupement hospitalier de territoire (GHT) Ile-de-France Sud ;

CONSIDERANT que le projet présenté s'inscrit dans un projet plus global et s'appuie sur la mise en place d'une équipe médicale de territoire et la création d'une filière médico-chirurgicale, objectifs inscrits dans le projet médical partagé du GHT ;

que le promoteur et les deux parties associées au dossier de demande se sont engagés à respecter le calendrier suivant :

- réalisation des interventions chirurgicales des cancers urologiques sur le seul site d'Etampes du CHSE, de manière transitoire, à compter de la délivrance de l'autorisation jusqu'au 30 juin 2019 ;
- adressage et réalisation des interventions chirurgicales des cancers urologiques exclusivement sur le site du CHSF à compter du 1^{er} juillet 2019 ;

CONSIDERANT qu'entre le 1^{er} avril 2018 et le 30 juin 2019, les établissements du GHT s'engagent à créer une filière médicale inter-hospitalière en urologie (FMIH – dès le premier semestre 2018), à adresser des patients relevant de cette prise en charge de préférence vers le CHSE, à mettre en place une équipe médicale de territoire et à conduire régulièrement une évaluation ;

CONSIDERANT que le site d'Etampes du Centre hospitalier du Sud Essonne est autorisé à exercer l'activité de traitement du cancer en chirurgie des cancers digestifs et gynécologiques ainsi que pour l'activité de chimiothérapie ; qu'il dispose également de reconnaissances contractuelles en chirurgie des cancers cutanés ainsi que pour le cancer in situ du col de l'utérus ; que le site de Dourdan est reconnu établissement associé en cancérologie (dont chimiothérapie) adultes et enfants ;

que le Centre hospitalier du Sud-Francilien dispose d'une offre plus diversifiée puisqu'il est autorisé à exercer l'activité de traitement du cancer dans les modalités suivantes :

- chirurgie des cancers digestifs, urologiques, mammaires, ORL et maxillo-faciaux (ensemble des niveaux d'activités au-dessus des seuils réglementaires),
- chimiothérapie et autres traitements médicaux spécifiques du cancer ;

qu'il est également reconnu à exercer les activités de chirurgie des cancers cutanés et des cancers in situ du col de l'utérus et de la thyroïde, ainsi que l'activité de chimiothérapie pour les hémopathies malignes (tous types) et les tumeurs solides ; qu'enfin, il est reconnu établissement associé en cancérologie pédiatrique et qu'il peut pratiquer des endoscopies digestives interventionnelles ;

CONSIDERANT que l'activité chirurgicale globale en urologie est équivalente entre les deux établissements (300 actes hors circoncisions en 2016 pour le CHSE sur les deux sites contre 256 pour la même année au sein du CHSF) alors que le CHSF ne dispose pas de l'autorisation de chirurgie des cancers dans cette localisation ;

CONSIDERANT que l'équipe médicale de territoire va consolider les effectifs médicaux ; qu'elle sera composée de quatre chirurgiens du CHSE, ainsi que de deux praticiens du CHSF, tous qualifiés ou formés en urologie ; qu'un assistant médical partagé complétera également cette équipe ;

CONSIDERANT que la filière médico-chirurgicale qui sera constituée à compter du 1^{er} avril 2018 répond aux orientations du schéma régional de santé, à savoir la mise en place d'une organisation offrant aux patients un accès aux différentes modalités de prise en charge et une information éclairée sur les alternatives thérapeutiques à la chirurgie ;

que cette filière sera portée par une FMIH, opérationnelle au plus tard le 1^{er} avril 2018 ;

CONSIDERANT que l'ensemble des patients, au CHSE comme au CHSF, bénéficie d'un programme personnalisé des soins et de l'accès aux soins de support ; que ces deux établissements disposent d'un référentiel de prise en charge de la douleur et que les équipes soignantes sont formées dans ce domaine ;

que les deux établissements ont organisé la continuité et la permanence des soins en cancérologie notamment ;

CONSIDERANT que le CHSE adhère au réseau de cancérologie 3C inter-établissements Sud Ile-de-France et que le CHSF, en partenariat avec le Groupe hospitalier du Nord Essonne, a créé un centre de coordination de cancérologie commun, ayant une organisation et un fonctionnement propre ; que le Centre hospitalier d'Arpajon a rejoint ce centre au début de l'année 2017 ;

CONSIDERANT que l'objectif du Projet régional de santé, dans son volet cancer, est de garantir l'existence d'une offre stable et de qualité, dans le respect des conditions réglementaires ; qu'il appelle, de ce fait, les différents acteurs à repenser les organisations dans le cadre d'une approche territoriale graduée, coordonnée et mutualisée entre les offreurs ;

que s'agissant plus spécifiquement de l'activité carcinologique en urologie, les évolutions thérapeutiques requièrent d'intégrer cette spécialité dans des filières complètes et expertes pour garantir la meilleure décision médicale (RCP spécialisée pour une meilleure orientation des patients, diagnostic en circuit court, information éclairée concernant les différentes alternatives thérapeutiques (y compris l'abstention) etc.) ; que pour ce type de cancer, il devient majeur que la pratique soit pluridisciplinaire et comporte des compétences oncologiques ;

qu'en proposant la mise en place d'une équipe médicale territoriale en urologie et l'intégration de son offre avec le Centre hospitalier du Sud-Francilien et le Centre hospitalier d'Arpajon, dans le cadre du GHT, le promoteur et ses partenaires répondent aux objectifs du schéma régional en organisant une offre de cancérologie territorialisée et coordonnée ;

CONSIDERANT que les membres de la Commission spécialisée de l'organisation des soins (CSOS) de la Conférence régionale de santé et de l'autonomie (CRSA) Ile-de-France, réunis en séance du 25 janvier 2018, ont émis un avis favorable à la demande telle que proposée par le promoteur et ses partenaires (exercice exclusif de l'activité sur le site du CHSF à compter du 1^{er} juillet 2019, et à titre transitoire sur le seul site d'Etampes du CHSE, de la notification de la présente décision jusqu'au 30 juin 2019 au plus tard) ;

CONSIDERANT qu'une visite de conformité sera réalisée, par les services de l'ARS Ile-de-France, sur le site du CHSF durant l'été 2019, après la mise en œuvre de l'autorisation sur ce site, afin de vérifier le respect des exigences réglementaires et le respect des engagements pris par les opérateurs dans le cadre du présent dossier (constitution de l'équipe médicale, organisation de la filière médico-chirurgicale notamment) ;

qu'à compter de la notification de la présente décision, les services de l'ARS Ile-de-France veilleront également au respect des différentes étapes et échéances annoncées par les opérateurs dans le dossier de demande ;

DECIDE

ARTICLE 1er : Le CENTRE HOSPITALIER SUD ESSONNE DOURDAN ETAMPES, est **autorisé** à exercer l'activité de traitement du cancer, pour la pratique thérapeutique de la chirurgie des cancers urologiques, sur le site du CENTRE HOSPITALIER DU SUD-FRANCILIEN, 40 Avenue Serge Dassault, 91100 Corbeil-Essonnes ;

Dans l'attente de la mise en œuvre de l'autorisation sur ce site, le CENTRE HOSPITALIER SUD ESSONNE-DOURDAN-ETAMPES, est autorisé à exercer cette activité, **à titre transitoire**, sur le site d'Etampes (CHSE), 26 Avenue Charles de Gaulle - 91150 ETAMPES, **jusqu'au 30 juin 2019** ;

ARTICLE 2 : La mise en service de l'activité sur le site d'Etampes devra être déclarée sans délai au Directeur général de l'Agence régionale de santé conformément aux articles R.6122-37 et D.6122-38 du code de la santé publique.

Le CENTRE HOSPITALIER SUD ESSONNE devra en outre déclarer à l'Agence régionale de santé le transfert effectif de l'activité de chirurgie des cancers urologiques sur le site du CHSF, dans le respect du calendrier fixé par la présente décision;

ARTICLE 3 : La durée de validité de la présente autorisation est de 7 ans à compter de la date de réception de la déclaration de mise en service de l'activité de soins au Directeur général de l'Agence régionale de santé.

ARTICLE 4 : L'établissement devra produire les résultats de l'évaluation de l'activité et du fonctionnement des services concernés par la présente autorisation 14 mois avant la date d'échéance de l'autorisation. Les critères d'évaluation à retenir sont au minimum ceux définis dans le schéma régional d'organisation sanitaire.

ARTICLE 5 : Un recours hiérarchique contre cette décision peut être formé par tout intéressé dans les deux mois de sa notification devant la Ministre des Solidarités et de la Santé. Ce recours hiérarchique ne constitue pas un préalable obligatoire au recours contentieux, qui peut être formé devant le tribunal administratif compétent dans les deux mois suivant la notification de la présente décision.

ARTICLE 6 : Les Directeurs et les Délégués départementaux de l'Agence régionale de santé Ile-de-France sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de région Ile-de-France.

Fait à Paris, le 1^{er} février 2018

Le Directeur général
de l'Agence régionale de santé
Ile-de-France

Signé

Christophe DEVYS

Agence régionale de santé

IDF-2018-02-01-002

DECISION N° 18-402

Portant modification de la décision n°17-1210 du Directeur
général de l'Agence régionale de santé Ile-de-France en
date du 26 juillet 2017

AGENCE REGIONALE DE SANTE ILE-DE-FRANCE

DECISION N° 18-402

Portant modification de la décision n°17-1210 du Directeur général de l'Agence régionale de santé Ile-de-France en date du 26 juillet 2017

LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE ILE-DE-FRANCE

- VU le code de la santé publique et notamment les articles L.6122-1 et suivants, R.6122-23 et suivants, R.6122-37 et D.6122-38 ;
R.6123-33 à R.6123-38-7, D.6124-27 à D.6124-34-5 relatifs à la réanimation ;
- VU la loi n°2017-1836 du 30 décembre 2017 de financement de la sécurité sociale pour 2018 et son article 51 notamment ;
- VU l'ordonnance n°2018-4 du 3 janvier 2018 relative à la simplification et à la modernisation des régimes d'autorisation des activités de soins et d'équipements matériels lourds ;
- VU le décret du 1er juillet 2015 portant nomination de Monsieur Christophe DEVYS, Conseiller d'Etat, Directeur général de l'Agence régionale de santé Ile-de-France à compter du 17 août 2015 ;
- VU le décret n° 2002-465 du 5 avril 2002 relatif aux établissements de santé publics et privés pratiquant la réanimation ;
- VU le décret n° 2002-466 du 5 avril 2002 relatif aux conditions techniques de fonctionnement auxquelles doivent satisfaire les établissements de santé pour pratiquer les activités de réanimation, de soins intensifs et de surveillance continue ;
- VU le décret n° 2006-72 du 24 janvier 2006 relatif à la réanimation dans les établissements de santé ;
- VU l'arrêté n°10-646 du 15 novembre 2010 du Directeur général de l'Agence régionale de santé Ile-de-France relatif à la définition des territoires de santé de la région Ile-de-France et à la création des Conférences de territoires ;
- VU l'arrêté n°15-990 du 2 décembre 2015 du Directeur général de l'Agence régionale de santé Ile-de-France relatif au calendrier de dépôt des demandes d'autorisation et de renouvellement d'autorisations présentées en application des articles L.6122-1 et L.6122-9 du code de la santé publique ;
- VU l'arrêté n° 2012-577 du 21 décembre 2012 du Directeur général de l'Agence régionale de santé Ile-de-France relatif à l'adoption du projet régional de santé d'Ile-de-France, modifié par l'arrêté n°2013-081 du 25 février 2013 dans son volet hospitalier, révisé par l'arrêté n°15-077 du 11 mars 2015 dans sa partie hospitalière ;

- VU l'arrêté n°17-244 du 8 février 2017 et l'arrêté n°17-1026 du 10 juillet 2017 relatifs au bilan quantifié de l'offre de soins par territoire de santé pour les activités de soins de médecine, de chirurgie, de gynécologie obstétrique, néonatalogie, réanimation néonatale, de soins de suite et réadaptation, de soins de longue durée, de psychiatrie, d'activités cliniques d'assistance médicale à la procréation, d'activités biologiques d'assistance médicale à la procréation, d'activités de diagnostic prénatal, de traitement de l'insuffisance rénale chronique par épuration extrarénale, de médecine d'urgence, de réanimation, d'hospitalisation à domicile en région Ile-de-France ;
- VU la demande présentée par le CENTRE HOSPITALIER INTERCOMMUNAL DE MEULAN-LES-MUREAUX dont le siège social est situé 1 rue du Fort, 78250 Meulan-en-Yvelines, en vue d'obtenir le renouvellement de l'autorisation d'exercer l'activité de réanimation sur le site du CENTRE HOSPITALIER INTERCOMMUNAL DE MEULAN-LES-MUREAUX, 1 rue du Fort – 78250 Meulan-les-Mureaux (ET 780000295) ;
- VU la consultation de la Commission spécialisée de l'organisation des soins en date du 6 juillet 2017 ;
- VU la décision n°17-1210 du Directeur général de l'Agence régionale de santé en date du 26 juillet 2017 ;
- VU le courrier du Directeur général de l'Agence régionale de santé en date du 27 octobre 2017 ;
- VU le dossier présenté, au cours du mois d'octobre 2017, par le Centre hospitalier de Meulan-les-Mureaux dans le but d'exercer l'activité de réanimation-USC dans le cadre du département de soins critiques GHT Nord-Yvelines ;
- VU la consultation de la Commission spécialisée de l'organisation des soins en date du 25 janvier 2018 ;

CONSIDERANT que la décision du Directeur général de l'Agence régionale de santé Ile-de-France n°17-1210 du 26 juillet 2017, a rejeté la demande du Centre hospitalier intercommunal de Meulan-les-Mureaux (CHIMM) visant à obtenir le renouvellement de son autorisation d'exercer l'activité de réanimation, dont l'échéance était fixée au 30 juillet 2017 ;

que cette décision prévoyait un délai allant jusqu'au 31 octobre 2017 afin que la direction de l'établissement puisse organiser la cessation de l'activité de réanimation sur le site et la gradation des soins, au sein du GHT Nord Yvelines ;

que suite à cette décision, le CHIMM a engagé, avec les établissements du groupement hospitalier de territoire, une réflexion commune sur l'organisation territoriale des soins critiques ;

que pour accompagner cette démarche de coopération renforcée, le Directeur général de l'Agence régionale de santé Ile-de-France a autorisé le CHIMM, par courrier du 27 octobre 2017, à maintenir l'exercice de son activité de réanimation jusqu'au 31 janvier 2018 ;

CONSIDERANT que le Centre hospitalier intercommunal de Meulan-les-Mureaux, en lien avec le Centre hospitalier intercommunal de Poissy-Saint-Germain et le Centre hospitalier François Quesnay de Mantes la Jolie, a proposé un nouveau projet concernant l'activité de réanimation-Unité de surveillance continue (USC), dans le cadre de la création d'un département de soins critiques au sein du GHT Yvelines-Nord ;

CONSIDERANT que le 11 novembre 2017, la Commission médicale d'établissement du CHIMM a voté, à l'unanimité, la mise en place d'une équipe territoriale de réanimation et de soins critiques placée sous la responsabilité du chef de service de la réanimation du CHIPS ;

qu'elle s'est engagée, à cette occasion, à ce que :

- tous les recrutements médicaux soient effectués par le Département de réanimation et de soins critiques et validés par le responsable médical,
- une évaluation soit conduite régulièrement pour valider la répartition des lits dans le Département ou la modifier,
- la mise en œuvre de la politique d'admission des patients soit effectuée par le responsable médical du Département ;

que la première réunion du Département de soins critiques du GHT Nord Yvelines a eu lieu le 20 décembre 2017 ;

CONSIDERANT que le CHI de Meulan-les-Mureaux a été certifié de niveau A par la Haute Autorité de Santé ;

que les locaux de réanimation, entièrement réhabilités en 2008, sont conformes à l'article D.6124-27 du Code de la santé publique ;

que les qualifications de l'équipe médicale, composée de 6 praticiens (4,4 ETP), répondent aux obligations d'une réanimation médico-chirurgicale ; que 8 ETP praticiens hospitaliers réanimateurs interviennent également dans la permanence des soins ;

que cette équipe a vocation à être consolidée dans le cadre de l'équipe territoriale du GHT ;

CONSIDERANT que le projet s'inscrit dans le cadre de la réflexion collaborative menée au sein du GHT dont la finalité est la mise en place d'une organisation graduée et de qualité ; que le projet médical partagé pour la réanimation en Yvelines Nord précise la gradation de soins entre les services, les rôles, devoirs et obligations de chacun des partenaires et qu'il est signé par l'ensemble des personnes concernées de chaque établissement (chefs de services, présidents de CME et directeurs généraux) ;

CONSIDERANT que le fonctionnement multi sites est basé sur des assistants partagés et le volontariat des équipes médicales actuelles ;

qu'un projet de renforcement de l'effectif de kinésithérapeutes dans les trois services du GHT est formulé grâce à l'opportunité d'accueillir une école de kinésithérapeutes dans le campus de Bécheville ;

qu'une convention doit être conclue pour les transferts vers les UNV pour les patients atteints d'AVC et qu'une convention doit être formalisée avec le CHI de Poissy-Saint-Germain pour la réalisation des examens d'imagerie par résonance magnétique ;

CONSIDERANT que l'organisation territoriale proposée au sein du GHT Nord Yvelines s'inscrit en cohérence avec la réflexion engagée au niveau national qui vise à davantage prendre en compte les nouveaux enjeux et les évolutions de l'offre, notamment à la faveur d'organisations regroupées ;

en outre, que l'article 51 de la loi n°2017-1836 du 30 décembre 2017 de financement de la sécurité sociale pour 2018 précise que des expérimentations dérogatoires pourront être menées au niveau régional, en dérogeant, en tant que besoin, aux dispositions de l'article L.6122-3 du CSP, « *afin de permettre que soit accordée une autorisation d'activité de soins et d'équipements matériels lourds à des groupements constitués soit d'établissements de santé, soit de professionnels de santé, soit de ces deux ensembles* » ;

CONSIDERANT que les membres de la Commission spécialisée de l'organisation des soins (CSOS) de la Conférence régionale de santé et de l'autonomie (CRSA) Ile-de-France, réunis en séance du 25 janvier 2018, ont émis un avis favorable au projet tel que présenté par le CHI de Meulan-les-Mureaux, dans le cadre du Département de réanimation-USC du GHT Nord Yvelines ;

CONSIDERANT que la mise en œuvre de cette organisation mutualisée, l'existence d'une équipe territoriale effective et le respect des modalités organisationnelles de coopération et de transferts prévues au sein du GHT Nord Yvelines sont des éléments substantiels du renouvellement de cette autorisation ;

CONSIDERANT qu'à compter de la notification de la présente décision, les services de l'ARS Ile-de-France veilleront au respect des différentes étapes et engagements annoncées par les opérateurs dans le dossier de demande ;

qu'une visite de contrôle aura lieu chaque année et qu'un bilan d'exécution sera présenté annuellement devant la Commission spécialisée de l'organisation des soins (CSOS) de la Conférence régionale de la santé et de l'autonomie (CRSA) Ile-de-France ;

DECIDE

ARTICLE 1er : Les articles 1 et 2 de la décision du Directeur général de l'Agence régionale de santé Ile-de-France n°17-1210 du 26 juillet 2017 sont abrogés ;

ARTICLE 2 : L'autorisation d'exercer l'activité de réanimation, dans le cadre du département de soins critiques du GHT Nord Yvelines, est renouvelée au profit du CENTRE HOSPITALIER INTERCOMMUNAL DE MEULAN-LES-MUREAUX sur le site du CENTRE HOSPITALIER INTERCOMMUNAL DE MEULAN-LES-MUREAUX, 1 rue du Fort – 78250 Meulan-les-Mureaux, sur la base des engagements pris par le promoteur et rappelés en amont de cette décision ;

Comme le prévoient les articles L.6122-7 et L.6122-10 du code la Santé publique, ce renouvellement est subordonné à l'engagement de mettre en œuvre des mesures de coopération favorisant l'utilisation commune de moyens et la permanence des soins ;

Une visite de conformité sera réalisée par les services de l'Agence régionale de santé afin de vérifier la réalisation des conditions auxquelles le renouvellement est subordonné, conformément à l'article L 6122-4 du CSP ;

L'autorisation pourra être suspendue ou retirée selon les procédures prévues à l'article L. 6122-13 si les conditions mises à son octroi ne sont pas respectées.

ARTICLE 3 : La durée de validité de la présente autorisation est de 7 ans à compter de la date de fin de validité de l'autorisation, soit à compter du 30 juillet 2017 ;

ARTICLE 4 : L'établissement devra produire les résultats de l'évaluation de l'activité et du fonctionnement des services concernés par la présente autorisation 14 mois avant la date d'échéance de l'autorisation. Les critères d'évaluation à retenir sont ceux définis dans le projet régional de santé et par l'arrêté n°16-145 du 4 avril 2016 du Directeur général de l'Agence régionale de santé Ile-de-France fixant les indicateurs d'évaluation pour les autorisations de réanimation adulte en région Ile-de-France ;

ARTICLE 5 : Un recours hiérarchique contre cette décision peut être formé par tout intéressé dans les deux mois de sa notification devant la Ministre des Solidarités et de la Santé. Ce recours hiérarchique ne constitue pas un préalable obligatoire au recours contentieux, qui peut être formé devant le tribunal administratif compétent dans les deux mois suivant la notification de la présente décision.

ARTICLE 6 : Les Directeurs et les Délégués départementaux de l'Agence régionale de santé Ile-de-France sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de région Ile-de-France.

Fait à Paris le 1^{er} février 2018

Le Directeur général
de l'Agence régionale de santé
Ile-de-France

Signé

Christophe DEVYS

Direction régionale et interdépartementale de l'équipement
et de l'aménagement

IDF-2018-02-02-001

arrêté préfectoral portant ouverture de l'enquête préalable à
la déclaration d'utilité publique et de l'enquête parcellaire
en vue du projet de réalisation d'un immeuble de
logements sociaux sur la parcelle 92, boulevard de la
Chapelle à Paris 18ème arrondissement

**PRÉFET DE LA RÉGION ILE-DE-FRANCE,
PRÉFET DE PARIS**

*Direction régionale et interdépartementale
de l'équipement et de l'aménagement*

*Unité départementale de Paris
Service utilité publique et équilibres territoriaux
Pôle urbanisme d'utilité publique*

Arrêté préfectoral n°
portant ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique
et de l'enquête parcellaire en vue du projet de réalisation d'un immeuble de logements sociaux sur
la parcelle 92, boulevard de la Chapelle à Paris 18^{ème} arrondissement

Le préfet de la région d'Ile-de-France,
préfet de Paris

officier de la Légion d'honneur,
commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les chapitres I et II du titre 1^{er} du livre V de la deuxième partie ;

Vu l'avenant n° 7 du 18 janvier 2016, au traité de concession d'aménagement conclu le 7 juillet 2010 entre la Ville de Paris et la Société de Requalification des Quartiers Anciens (SOREQA), portant sur le traitement de divers îlots et parcelles présentant des caractères d'habitat dégradé, concernant entre autre l'ensemble immobilier situé 92, boulevard de la Chapelle à Paris 18^{ème} arrondissement ;

Vu la délibération du conseil d'administration de la SOREQA du 12 mai 2016 l'autorisant à engager une procédure d'expropriation de l'immeuble situé 92, boulevard de la Chapelle à Paris 18^{ème} arrondissement ;

Vu le projet d'aménagement par la SOREQA portant sur l'immeuble susvisé ;

Vu la lettre de la SOREQA du 7 décembre 2017 demandant l'ouverture de deux enquêtes publiques conjointes, l'une préalable à la déclaration d'utilité publique et l'autre parcellaire ;

Vu la décision du 10 janvier 2018 du président du tribunal administratif de Paris portant désignation du commissaire enquêteur chargé de diligenter les enquêtes conjointes ;

Sur proposition du préfet, secrétaire général de la préfecture de la région d'Ile-de-France, préfecture de Paris ;

ARRETE :

ARTICLE 1 – Objet : Deux enquêtes publiques conjointes, une enquête **préalable à la déclaration d'utilité publique** et une enquête **parcellaire** portant sur le projet d'aménagement, par la Société de Requalification des Quartiers Anciens (SOREQA), de l'ensemble immobilier sis 92, boulevard de la Chapelle à Paris 18^{ème} arrondissement, permettant la création de logements sociaux, seront ouvertes à la mairie du 18^{ème} arrondissement, du 6 au 23 mars 2018 inclus, soit pendant 18 jours consécutifs.

ARTICLE 2 – Commissaire enquêteur : Madame Catherine GINER, urbaniste sociologue en activité, est chargée des fonctions de commissaire enquêteur et siègera à la mairie du 18^{ème} arrondissement de Paris, 1 place Jules Joffrin.

ARTICLE 3 – Publicité : Un avis au public faisant connaître les conditions d'organisation des enquêtes sera publié huit jours au moins avant le début des enquêtes et pendant toute la durée de celles-ci par voie d'affiches à la mairie du 18^{ème} arrondissement de Paris. L'exécution de cette formalité sera justifiée par un certificat d'affichage de la maire de Paris. Dans les mêmes conditions de délai et de durée, il sera procédé à l'affichage du même avis visible de la voie publique sur place et au voisinage de l'opération.

Un avis au public sera également publié huit jours au moins avant le début des enquêtes et rappelé dans les huit premiers jours des enquêtes dans deux journaux régionaux ou locaux.

ARTICLE 4 – Notification aux propriétaires : Conformément à l'article R.131-6 du code de l'expropriation, la SOREQA notifie individuellement, par lettre recommandée, chaque propriétaire concerné par la procédure d'expropriation, du dépôt du dossier d'enquête parcellaire conjointe, à la mairie du 18^{ème} arrondissement de Paris.

ARTICLE 5 – Consultation du dossier et observations : Pendant la durée des enquêtes, les dossiers ainsi que les registres d'enquêtes correspondants seront déposés à la mairie du 18^{ème} arrondissement de Paris et mis à la disposition du public qui pourra consigner ses observations les lundis, mardis, mercredis (sauf jour férié), vendredis de 8h30 à 17h et les jeudis de 8h30 à 19h30. Les observations peuvent également être adressées, par écrit, au commissaire enquêteur à la mairie du 18^{ème} arrondissement de Paris, pendant toute la durée des enquêtes.

De plus, en tant que moyen de communication complémentaire, le dossier relatif à l'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique sera consultable via le site internet suivant : <http://92boulevarddelachapelle.enquetepublique.net> pendant toute la durée des enquêtes conjointes.

De même, des observations, propositions et contre-propositions, concernant l'utilité publique du projet pourront aussi être déposées, de manière électronique, sur le registre créé à cet effet via le site internet précité.

Ces observations, propositions et contre-propositions électroniques seront consultables par le public sur ce registre dématérialisé pendant toute la durée des enquêtes. Une version imprimée pourra également être consultée au siège de l'enquête, fixé à la mairie du 18^{ème} arrondissement de Paris, aux jours et heures d'ouverture indiqués ci-dessus.

Le registre dématérialisé sera clos le vendredi 23 mars à 17h,

ARTICLE 6 – Permanences : Le commissaire enquêteur se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations à la mairie du 18^{ème} arrondissement de Paris aux dates suivantes :

- Mardi 6 mars de 10h à 13h
- Samedi 17 mars de 9h à 12h
- Jeudi 22 mars de 16h à 19h

ARTICLE 7 – Clôture des enquêtes publiques conjointes :

En application des articles R.112-18 et R.131-9 du code l'expropriation, à l'issue des enquêtes, le registre d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et le registre d'enquête parcellaire seront clos et signés par délégation de la maire de Paris, par le maire de la mairie du 18^{ème} arrondissement de Paris. Les dossiers d'enquêtes et les registres seront adressés par le maire au commissaire enquêteur dans les plus brefs délais, conformément aux articles précités.

Le commissaire enquêteur transmettra les dossiers et les registres accompagnés de ses rapports et de ses conclusions motivées à la préfecture de la région d'Île-de-France, préfecture de Paris (direction régionale et interdépartementale de l'équipement et de l'aménagement - unité départementale de Paris - service utilité publique et équilibres territoriaux - pôle urbanisme d'utilité publique), 5 rue Leblanc 75911 Paris cedex 15.

ARTICLE 8 – Diffusion et publication des rapports d'enquêtes:

Le préfet de la région d'Île-de-France, préfet de Paris, adressera copie des rapports d'enquêtes et de ses conclusions motivées concernant l'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique et l'enquête parcellaire conjointe au tribunal administratif et à la SOREQA.

En application de l'article R.112-24 du code de l'expropriation, les demandes de communication des conclusions motivées du commissaire enquêteur concernant l'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique, sont adressées au préfet du département où s'est déroulée l'enquête. Celui-ci peut soit inviter le demandeur à prendre connaissance de ces conclusions à la mairie du 18^{ème} arrondissement de Paris dans laquelle une copie de ce document aura été déposée conformément à l'article R.112-21 du code précité, soit lui en adresser une copie, soit assurer la publication de ces conclusions en vue de leur diffusion aux demandeurs.

Ces demandes devront être adressées à la préfecture de la région d'Ile-de-France, préfecture de Paris (Direction régionale et interdépartementale de l'équipement et de l'aménagement unité départementale de Paris - Service utilité publique et équilibres territoriaux - Pôle urbanisme d'utilité publique), 5 rue Leblanc 75911 Paris cedex 15.

ARTICLE 9 – Frais d'enquêtes : Les frais d'affichage, de publication, d'insertion ainsi que l'indemnisation du commissaire enquêteur seront à la charge de la SOREQA.

ARTICLE 10 – Exécution de l'arrêté : Le préfet, secrétaire général de la préfecture de la région d'Ile-de-France, préfecture de Paris, le directeur régional et interdépartemental adjoint de l'équipement et de l'aménagement de la région Île-de-France, directeur de l'unité départementale de Paris, la maire de Paris, la directrice de la SOREQA et le commissaire enquêteur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région d'Île-de-France, préfecture de Paris, accessible sur le site internet www.ile-de-france.gouv.fr

Fait à Paris le 02 FEV. 2018

Par délégation,
le directeur régional et interdépartemental adjoint
de l'équipement et de l'aménagement
de la région Île-de-France,
directeur de l'unité départementale de Paris


Raphaël HACQUIN

Préfecture de la Région d'Ile de France, Préfecture de Paris

IDF-2018-01-12-034

arrêté préfectoral n° 2018/09 du 12 janvier 2018 portant modification des arrêtés n° 2010/2772 modifiés du 20 janvier 2010 fixant la composition et désignant les membres de la commission locale de l'eau du Schéma d'aménagement et de gestion des eaux Marne-Confluence



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU VAL DE MARNE

Sous-préfecture de Nogent-sur-Marne

ARRETE PREFECTORAL N° 2018/09 du 12 janvier 2018

**portant modification des arrêtés n° 2010 / 2772 modifiés du 20 janvier 2010
fixant la composition et désignant les membres de la
Commission locale de l'eau du
Schéma d'aménagement et de gestion des eaux Marne-Confluence**

LE PREFET DU VAL-DE-MARNE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le code de l'environnement, notamment ses article L.212-4 et R.212-29 à R.212-34 ;
- VU** la loi du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM), renforcée par la loi du 7 août 2015 de nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) ;
- VU** le courrier du Préfet de région d'Ile-de-France, Préfet coordonnateur du bassin Seine-Normandie, du 3 mai 2007, confiant au Préfet du Val-de-Marne la coordination interdépartementale de bassin, pour la mise en place du schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) Marne-Confluence ;
- VU** la réponse du Préfet du Val-de-Marne du 22 juin 2007, acceptant sa désignation et chargeant le sous-préfet de Nogent-sur-Marne de piloter, en son nom, l'ensemble de la procédure ;
- VU** l'arrêté inter-préfectoral n° 2009/3641 du 14 septembre 2009 délimitant le périmètre du SAGE Marne-Confluence et désignant le Préfet du Val-de-Marne pour suivre, pour le compte de l'Etat, la procédure d'élaboration de ce SAGE ;
- VU** l'arrêté inter-préfectoral n° 2017/467 du 9 février 2017 modifiant l'arrêté inter-préfectoral du 14 septembre 2009 fixant le périmètre du SAGE Marne-Confluence ;
- VU** l'arrêté inter-préfectoral n° 2018-2 du 2 janvier 2018 portant approbation du SAGE Marne-Confluence ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2010/2772 du 20 janvier 2010 instituant la commission locale de l'eau (CLE) du SAGE Marne-Confluence et fixant sa composition ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2010/6470 du 2 septembre 2010 portant désignation des membres de la commission locale de l'eau du SAGE Marne confluence ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2016/1930 du 15 juin 2016 portant renouvellement de la commission et modifiant l'arrêté préfectoral n° 2010/2772 du 20 janvier 2010 instituant la commission locale de l'eau du SAGE Marne-Confluence et fixant sa composition ;
- VU** les arrêtés préfectoraux n° 2017/2109 du 31 mai 2017 et du 3 août 2017 portant modification dans la désignation des membres de la commission locale de l'eau du SAGE Marne Confluence ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2017/790 du 13 mars 2017 portant délégation de signature à M. Michel MOSIMANN sous-préfet de Nogent-sur-Marne ;

VU la délibération du 18 décembre 2017 de l'institution interdépartementale pour l'aménagement de la rivière Marne et ses affluents (Entente Marne) ;

CONSIDERANT que suite à la désignation par l'institution interdépartementale pour l'aménagement de la rivière Marne et ses affluents (Entente Marne) du 18 décembre 2017, du représentant au sein de la CLE du SAGE Marne-Confluence, une modification de l'arrêté préfectoral portant composition de la commission locale de l'eau du SAGE Marne-Confluence est nécessaire.

SUR PROPOSITION du Secrétaire général de la préfecture du Val-de-Marne ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er}

L'article 2 de l'arrêté n° 2010/2772 modifié du 20 janvier 2010 dans sa dernière version est modifié comme suit :

I. Collège des représentants des collectivités territoriales et de leurs groupements, et des établissements publics locaux :

d) Représentants des groupements et établissements publics locaux (10 membres) :

- Le représentant de la Communauté d'Agglomération de Paris-Vallée de la Marne : M. Xavier VANDERBISE
- Le représentant du Syndicat des Eaux d'Ile de France (SEDIF) : Mme Delphine FENASSE
- Le représentant du Syndicat Interdépartemental pour l'Assainissement de l'Agglomération parisienne (SIAAP) : M. Emmanuel GILLES DE LA LONDE
- Le représentant du Syndicat Mixte pour l'Aménagement du Morbras (SMAM) : M. Hocine OUMARI
- Le représentant du Syndicat Mixte pour l'Alimentation en Eau Potable (SMAEP) de la région de l'Ouest Briard : M. Jean-Emmanuel DEPECKER
- Le représentant du Syndicat Mixte d'Alimentation en Eau Potable (SMAEP) de la Région de Lagny-sur-Marne : Mme Lydie WALLEZ
- Le représentant du Syndicat Intercommunal d'Assainissement de Marne-La-Vallée (SIAM) : M. Jacques DELPORTE
- Le représentant du Syndicat mixte à vocation unique « Marne Vive » (SMMV) : M. Sylvain BERRIOS
- Le représentant de l'Etablissement Public Territorial de Bassin (EPTB) Seine-Grands Lacs : Mme Chantal DURAND
- Le représentant de l'Institution Interdépartementale pour l'Aménagement de la Rivière Marne et ses affluents (Entente Marne) : M. Yves JAUNAUX

ARTICLE 2

Les autres dispositions de l'arrêté préfectoral n° 2010/2772 modifié du 20 janvier 2010 demeurent inchangées.

ARTICLE 3

Un recours gracieux peut être introduit contre la présente décision, devant le Préfet du Val-de-Marne, dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité la concernant.

Le silence gardé par l'administration au terme d'un délai de deux mois à compter de la réception de ce recours gracieux vaut décision de rejet.

Un recours contentieux peut également être introduit dans un délai de deux mois à l'encontre de cette décision ou d'une décision de rejet d'un recours gracieux. Ce recours devra être formé devant le Tribunal administratif de Melun, 43 rue du général de Gaulle, case postale n°8630, 77008 Melun Cedex.

ARTICLE 4

Le Préfet, Secrétaire général de la préfecture de la région Ile-de-France, préfecture de Paris, le Préfet, Secrétaire général pour les affaires régionales de la préfecture de la région d'Ile-de-France, préfecture de Paris, le Préfet, Secrétaire général pour l'administration de la préfecture de police, les Secrétaires généraux des préfectures de la Seine-Saint-Denis, de la Seine-et-Marne et du Val-de-Marne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à chacun des membres de la CLE et publié au recueil des actes administratifs des préfectures de la région Ile-de-France, de Paris, de Seine-Saint-Denis, de Seine-et-Marne, et du Val-de-Marne et mis en ligne sur le site internet www.gesteau.eaufrance.fr.

Fait à Créteil, le 12 janvier 2018

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet de Nogent-sur-Marne



Michel MOSIMANN

Préfecture de la région d'Ile-de-France, préfecture de Paris

IDF-2018-02-01-005

Arrêté modifiant l'arrêté n°2016-85-0004 du 25 mars 2016
modifié portant publication de la liste nominative des
membres du Conseil d'administration de l'Établissement
public foncier d'Île-de-France



PREFET DE LA REGION D'ILE-DE-FRANCE

SGAR/PMM/SC/BRR

ARRETE

modifiant l'arrêté n°2016-85-0004 du 25 mars 2016 modifié portant publication de la liste nominative des membres du Conseil d'administration de l'Établissement public foncier d'Île-de-France

**LE PRÉFET DE LA RÉGION D'ÎLE-DE-FRANCE
PRÉFET DE PARIS
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

- VU** le code de l'urbanisme, notamment ses articles L328-8 et R321-4 ;
- VU** le décret n° 2006-1140 du 13 septembre 2006 modifié portant création de l'Établissement public foncier d'Île-de-France ;
- VU** le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 modifié relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;
- VU** le décret n° 2010-687 du 24 juin 2010 modifié relatif à l'organisation et aux missions des services de l'État dans la région et les départements d'Île-de-France ;
- VU** le courrier de la présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France en date du 17 janvier 2018 informant de la démission de Madame GUILLAUME à compter du 1^{er} janvier 2018 ;
- SUR** proposition du Préfet, Secrétaire général pour les affaires régionales de la préfecture de la région d'Île-de-France, préfecture de Paris,

ARRETE

Article 1^{er}

L'arrêté n°2016-85-004 du 25 mars 2016 susvisé est modifié ainsi :

A l'article 1^{er} de l'arrêté susvisé, les dispositions de la rubrique « **Les représentants des collectivités territoriales ou de leurs groupements au Conseil d'administration de l'Établissement public foncier d'Île-de-France** », au titre des représentants de la Région Île-de-France :

« 1- *Représentants de la Région Île-de-France* :

Titulaires :

*M^{me} Valérie PECRESSE
Présidente du Conseil régional*

*M. Bruno BESCHIZZA
Conseiller régional*

*M. Geoffroy DIDIER
Vice-président du Conseil régional*

Suppléants :

*M. Denis GABRIEL
Conseiller régional*

*M. Thierry MEIGNEN
Conseiller régional*

*M^{me} Christel ROYER
Conseillère régionale*

... / ...

5 rue Leblanc - 75911 PARIS CEDEX 15
Standard : 01 82 52 40 00 - Site Internet : www.ile-de-france.gouv.fr

M. Jérôme CHARTIER
Vice-président du Conseil régional

M. Gilles BATTAIL
Conseiller régional

M. Jean-Philippe DUGOIN-CLEMENT
Conseiller régional

M^{me} Marie-Célie GUILLAUME
Conseillère régionale

M. Pascal GIAFFERI
Conseiller régional

M. Olivier THOMAS
Conseiller régional

N.

M^{me} Samia KASMI
Conseillère régionale

M^{me} Sylvie FUCHS
Conseillère régionale

M^{me} Yasmine BENZELMAT
Conseillère régionale

M^{me} Sylvie CARILLON
Conseillère régionale

M. Didier GONZALES
Conseiller régional

M. James CHERON
Conseiller régional

M. Benoît JIMENEZ
Conseiller régional

M^{me} Marie-Christine DIRRINGER
Conseillère régionale

M. Jean-Marc NICOLLE
Conseiller régional

M^{me} Dominique BARJOU
Conseillère régionale

M. Pierre SERNE
Conseiller régional

M. Taylan COSKUN
Conseiller régional

M. Jordan BARDELLA
Conseiller régional »

Sont remplacées par les dispositions suivantes :

« 1- Représentants de la Région Île-de-France :

Titulaires :

M^{me} Valérie PECRESSE
Présidente du Conseil régional

M. Bruno BESCHIZZA
Conseiller régional

M. Geoffroy DIDIER
Vice-président du Conseil régional

M. Jérôme CHARTIER
Vice-président du Conseil régional

M. Gilles BATTAIL
Conseiller régional

M. Jean-Philippe DUGOIN-CLEMENT
Conseiller régional

N.

M. Pascal GIAFFERI
Conseiller régional

M. Olivier THOMAS
Conseiller régional

Suppléants :

M. Denis GABRIEL
Conseiller régional

M. Thierry MEIGNEN
Conseiller régional

M^{me} Christel ROYER
Conseillère régionale

M^{me} Sylvie CARILLON
Conseillère régionale

M. Didier GONZALES
Conseiller régional

M. James CHERON
Conseiller régional

M. Benoît JIMENEZ
Conseiller régional

M^{me} Marie-Christine DIRRINGER
Conseillère régionale

M. Jean-Marc NICOLLE
Conseiller régional

N.

M^{me} Dominique BARJOU
Conseillère régionale

M^{me} Samia KASMI
Conseillère régionale

M. Pierre SERNE
Conseiller régional

M^{me} Sylvie FUCHS
Conseillère régionale

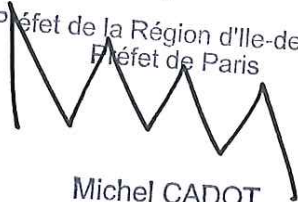
M. Taylan COSKUN
Conseiller régional

M^{me} Yasmine BENZELMAT
Conseillère régionale

M. Jordan BARDELLA
Conseiller régional »

Article 2

Le Préfet, Secrétaire général pour les affaires régionales de la préfecture de la région d'Île-de-France, préfecture de Paris, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région d'Île-de-France, préfecture de Paris.

Fait à Paris, le 1^{er} FEV. 2019
Le Préfet de la Région d'Île-de-France,
Préfet de Paris

Michel CADOT

Préfecture de la région d'Ile-de-France, préfecture de Paris

IDF-2018-02-01-006

Arrêté portant fusion d'établissements publics locaux
d'enseignement



PREFET DE LA REGION D'ILE-DE-FRANCE

SECRETARIAT GENERAL POUR LES AFFAIRES REGIONALES
PMM/SC/BRR

ARRETE

portant fusion d'établissements publics locaux d'enseignement

**LE PREFET DE LA REGION D'ILE-DE-FRANCE,
PREFET DE PARIS
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

- VU** le code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L1111-1 à L1111-10, L1321-1 et suivants,
- VU** le code de l'éducation et notamment l'article L.421-1,
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements,
- VU** la demande présentée par le Conseil régional d'Île-de-France en date du 8 novembre 2017,
- VU** l'avis du Recteur de l'académie de Versailles, Chancelier des universités en date du 23 janvier 2018,
- SUR** proposition du préfet, secrétaire général pour les affaires régionales de la préfecture de la région d'Île-de-France, préfecture de Paris,

ARRETE

ARTICLE 1^{er}

Le lycée professionnel Paul LANGEVIN, identifié sous le n° 0921677Y, situé 9 rue Paul Langevin, 92000 Nanterre et le lycée polyvalent JOLIOT-CURIE, identifié sous le n° 0920141D, situé 92 avenue Joliot-Curie, 92000 Nanterre sont fusionnés en un seul lycée polyvalent JOLIOT-CURIE, identifié sous le n° 0920141D, situé 92 avenue Joliot-Curie, 92000 Nanterre, à compter du 1^{er} septembre 2018.

ARTICLE 2

La fusion de ces deux établissements se concrétise par le transfert des droits et obligations et des contrats et conventions passés par le lycée Paul Langevin avec des tiers au profit du lycée Joliot-Curie d'une part et par la dévolution pleine et entière du patrimoine du lycée Paul Langevin au profit du lycée Joliot-Curie d'autre part. Les biens meubles et immeubles du lycée Paul Langevin sont désaffectés et réaffectés au lycée Joliot-Curie.

ARTICLE 3

Le Préfet, secrétaire général pour les affaires régionales de la préfecture de la région d'Île-de-France, préfecture de Paris et le Recteur de l'académie de Versailles, Chancelier des universités sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région d'Île-de-France, préfecture de Paris.

Pour le Préfet, Secrétaire général pour les affaires régionales,
Fait à Paris, le 11 FÉV 2018
pour les affaires régionales d'Île-de-France

5, rue Leblanc – 75911 PARIS CEDEX 15
Standard : 01 82 52 40 00 – Site Internet : www.ile-de-france.gouv.fr

Yannick IMBERT